

REPUBLIQUE FRANCAISE

Mairie - 46500 Miers

Tél : 05.65.33.61.50 courriel : mairiemiers@wanadoo.fr

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 26 juin 2024

Le vingt-six juin deux mille vingt-quatre, le conseil municipal de Miers, légalement convoqué, s'est réuni à la salle de la Mairie, sous la présidence de Madame la Maire, Caroline Mey

Membres présents(es) : Jeanne Aubert, Jean-Bernard Boudet, Michaël Bouchet, Marie-Pierre Cassaboïs, Olivier Genries, Caroline Mey et Mélanie Verbiguié

Membre excusée : Séverine Lafargue

Procuration : Benoit Laville à Caroline Mey

Date de convocation : 21 juin 2024

Secrétaire de séance : Jean-Bernard Boudet

Ordre du jour :

Approbation du PV du 30.05.2024

1. Décision modificative de virements de crédits
 2. Acceptation admission en non-valeur
 3. PLUIH
 4. Création de poste d'adjoint administratif
 5. Création de poste d'adjoint administratif de 1^{ère} classe
 6. Projet rénovation énergétique
- Questions diverses

Un point pour l'ordre du jour a été rajouté celui concernant le projet photovoltaïque.

1. Décision modificative de virements de crédits

Madame le Maire indique que pour prendre en compte la non-valeur d'une créance (concernant l'assainissement), un dépassement de crédit à l'article 6541 oblige à effectuer un virement de crédit comme suit sur le budget communal 2024 :

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 60611 : eau et assainissement	560.00€	
Total D 011 : charges à caractère général	560.00€	
D 6541 : créances admises en non-valeur		560.00€
Total D 66 : autres charges de gestion courante		560.00€

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents

2. Acceptation admission en non-valeur

Madame la Maire indique qu'une créance concernant une facture d'assainissement impayée et qui reste à recouvrer depuis de 5 ans, il s'agit d'accepter cette somme en non-valeur.

La créance concernée sera imputée en dépense à l'article 6541 intitulé créances admises en non-valeur.

Le montant de cette créance s'élève à 560.00 € sur le budget communal et 560.00 €. Les crédits nécessaires viennent d'être inscrits par DM à cet effet pour chaque budget concerné.

Madame la maire demande à la présente assemblée de se prononcer sur cette admission en non-valeur.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents

3. PLUI-H

La Communauté de communes CAUVALDOR a prescrit par délibération en date du 14 décembre 2015, complétée par délibération en date du 27 mai 2016, l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme local de l'habitat.

Suite à la fusion d'EPCI au 1^{er} janvier 2017, cette procédure a été étendue sur l'ensemble du nouveau territoire, et les modalités de collaboration avec les communes redéfinies par délibération en date du 13 février 2017, portant « extension de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat à l'ensemble des 79 communes du territoire, définition des modalités de collaboration avec les communes, précision modalités de concertation, et définition organigramme fonctionnel instances de travail ».

En élaborant un PLUI-H, CAUVALDOR a pour ambition de créer un projet d'urbanisme et d'habitat cohérent, qui articule les politiques sectorielles communautaires et les différentes échelles du territoire. Véritable document de planification, le PLUI-H étudie le fonctionnement et définit les objectifs et les enjeux du territoire, construit un projet de développement respectueux de l'environnement et le formalise dans des règles d'utilisation des sols.

Madame la Maire explique qu'après près de 10 ans d'études, le conseil communautaire a décidé d'arrêter le Pluih et propose que le conseil municipal valide cette procédure. Une enquête publique permettra à chacun de s'exprimer sur d'éventuelles modifications. Après en avoir débattu et délibéré, le conseil municipal,

DECIDE :

- **DE PRENDRE ACTE** des documents présentés (règlement, zonage et OAP) ;
- **DE DONNER UN AVIS FAVORABLE** sur le projet de PLUI-H tel qu'arrêté par le Conseil Communautaire de CAUVALDOR du 22/04/2024

ADOPTÉ : à 5 pour et 3 abstentions (*Marie-Pierre Cassabois, Olivier Genries et Mélanie Verbiquié*)

4. Création de poste d'adjoint administratif

Madame la Maire indique au conseil municipal les besoins de la collectivité pour l'agence postale à compter du 1^{er} octobre 2024,

Compte tenu du départ de l'agente en place à compter du 30 septembre 2024,

Madame la Maire propose à l'assemblée :

La création d'un poste d'adjoint administratif pour la gestion de l'agence postale mutualisé avec la mairie pour une durée de 20 heures à compter du 1^{er} octobre 2024. Le nombre d'heures peut être modulé entre 15 et 25 h, selon les disponibilités de l'agent intéressé par ce poste.

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire titulaire du grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents

5. Création de poste d'adjoint administratif de 1^{ère} classe

Suite à notre annonce concernant la recherche d'une secrétaire de mairie,

Madame la Maire propose à l'assemblée :

La création d'un poste d'adjoint administratif de 1^{ère} classe à temps non complet soit 18h00 à compter du 1^{er} septembre 2024.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents

6. Projet rénovation énergétique

Monsieur Mickaël Bouchet fait la présentation du diagnostic du bâtiment Mairie réalisé par Quercy énergies et Territoire d'énergie.

Les économies que pourrait faire la commune avec les travaux préconisés par cette étude sont évaluées à 80 % environ.

De plus, les travaux sont fortement subventionnés, il pourrait rester 20 000 € à la charge de la commune qui correspondent à 4 ans de consommation d'énergie. Madame la Maire propose de demander des devis de Maître d'œuvre pour affiner le projet et demander des subventions.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents

7.Projet photovoltaïque

Madame la Maire rappelle au Conseil municipal le souhait de la commune de contribuer au développement des énergies renouvelables sur son territoire. Dans cette perspective, un terrain dépourvu d'affectation, situé au Lieu-dit les Ayrals, pourra être valorisé pour favoriser la production d'électricité photovoltaïque.

Madame la Maire indique que la fourniture, l'installation et l'exploitation de ce parc photovoltaïque pourraient être confiées à la société LENCOOP dans le cadre de mise en place d'un bail emphytéotique.

Il est précisé que les parcelles référencées au cadastre section AD N° 93, 94, 97, d'une surface totale de 8515 m², a été identifiée pour recevoir le projet nécessitant une superficie maximale de 8515 m².

Il est ajouté que le parc solaire aurait une puissance crête maximale de 700 kWc, et serait constitué de structures en acier supportant des panneaux photovoltaïques, n'excédant pas une hauteur de 3 m, d'un poste de livraison électrique d'où serait raccordé le parc avec le réseau électrique ENEDIS.

Afin que la société LENCOOP puisse lancer l'étude et obtenir les autorisations nécessaires à la construction du projet, Madame la Maire précise qu'une promesse de bail emphytéotique doit être signée avec cette société.

Cette promesse précise les principaux termes du bail définitif à venir, qui sont les suivants :

- la promesse de bail couvre une période allant du jour de sa signature jusqu'au jour du bail définitif, signé avant le début des travaux. Durant cette période d'une durée maximale de 3 ans, le propriétaire s'engage à réserver le terrain au preneur,
- la date de prise d'effet du bail définitif sera la date du jour du début des travaux de construction du parc, et sa durée est fixée à 30 ans, reconductible deux fois par période de 5 ans
- Le preneur versera au propriétaire au titre du bail définitif, à compter de la mise en service de la centrale, un loyer annuel de 2€ par kWc installés (soit 1000€ pour un parc de 500 kWc).
- le preneur se réserve le droit de céder la promesse de bail et/ou le futur bail définitif à une société de son choix qui en respectera les termes dans leur intégralité.
- la promesse de bail ou le bail définitif pourra être résilié par lettre recommandée avec accusé de réception six mois après mise en demeure restée sans effet.

Ainsi, dès lors que l'ensemble des autorisations seront obtenues, le bail emphytéotique pourra alors être signé afin que les travaux de construction puissent débiter.

Lencoop s'engage à organiser une réunion publique durant le troisième trimestre de l'année 2024. Le projet sera suspendu si une franche opposition apparaissait à cette occasion.

Une réunion publique est prévue pour le 27 septembre 2024.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents

Questions diverses

Le choix de la grille derrière le monument et main courante selon les 3 devis présentés se porte sur l'entreprise Studio ferraille de Vincent Cayre.

Madame la Maire rappelle la mobilisation autour de l'organisation du 80ème anniversaire de la libération qui concernant la commune : participation à l'organisation du parachutage du 13 juillet et commémoration à Mansergues du 14 matin.

Fin de séance : 22 heures 45

Aubert Jeanne

Bouchet Mickaël

Boudet Jean-Bernard

Cassabois Marie-Pierre

Cros Emmanuel

Genries Olivier

Lafargue Séverine

Laville Benoit

Excusée

**Procuration à
Caroline Mey**

Mey Caroline

Verbiguié Mélanie